

La Convention de Rotterdam est en crise, déclarent des associations de la société civile

Communiqué de presse: Genève, 10 Mai 2013

Une poignée de pays prennent en otage un accord international, dont le but est la protection de la santé et de l'environnement de l'être humain

Les associations de la société civile ayant participé à la Convention de Rotterdam à Genève expriment leur grave inquiétude : la Convention a été prise en otage par l'industrie de l'amiante, qui est déterminée à empêcher l'implémentation de la protection de l'environnement et de la santé prévue dans la Convention.

Pour la quatrième fois, une poignée de pays alliés à l'industrie de l'amiante ont refusé que l'amiante chrysotile soit ajouté à la liste des produits dangereux de la Convention, ceci malgré le fait que le comité d'experts scientifiques de la Convention ait recommandé de façon insistante que l'amiante chrysotile soit inscrit et qu'il a été reconnu que l'inscription de l'amiante chrysotile satisfaisait tous les critères de la Convention. Les conclusions ont été adoptées par toutes les organisations médicales internationales et par l'organisation mondiale de la santé.

« Il est scandaleux que sept pays – Russie, Kazakhstan, Kirgizstan, Ukraine, Zimbabwe, Inde et Vietnam – transforme la Convention de Rotterdam en une Convention qui protège les profits de l'industrie de l'amiante, au lieu de protéger la santé humaine et l'environnement » a déclaré Kathleen Ruff, co-coordinatrice de Rotterdam Convention Alliance.

«La Convention demande que les pays pratiquent un commerce responsable en obtenant un consentement éclairé préalable, avant d'exporter des produits dangereux vers un autre pays» a déclaré Laurie Kazan-Allen, coordinatrice de IBAS, Royaume-Uni «Mais ces sept pays sont déterminés à pratiquer un commerce irresponsable et à cacher les dangers de l'amiante chrysotile».

Fernanda Giannasi, inspecteur du travail au Brésil, rapporte que dans son travail, elle voit quotidiennement des produits contenant de l'amiante chrysotile entrer dans le pays sans label et raconte le grand nombre de victimes qui développent un cancer suite à l'exposition à l'amiante dans son pays. «Puisque ces pays refusent les pratiques d'information du commerce responsable, cela va forcer les autres pays à recourir à d'autres mesures comme l'interdiction complète de l'amiante» a déclaré Giannasi.

«La Russie et le Zimbabwe ont ratifié récemment la Convention et assisté à la Convention de Rotterdam des parties pour la première fois» dit Sugio Furuya de Asia Ban Asbestos Network. «Il semble qu'ils ont ratifié la Convention avec le seul but de la saboter et de protéger les profits de leur industrie nationale. C'est une conduite cynique et honteuse. Ils sont en train de détruire sans scrupules la Convention pour atteindre leur but.»

«Si la Convention n'est pas mise en oeuvre et devient une série de mots vides sur papier, alors quel est le sens d'avoir la Convention ?» a demandé Emmanuel Odjam-Akumatey de Ecological Restorations, Ghana. «La crédibilité de la Convention et des 152 pays qui l'ont ratifiée est en jeu.»

«Ces sept pays alliés à l'industrie de l'amiante montrent un mépris pour le droit des pays à un consentement préalable éclairé, qui est le seul but de la Convention» dit Alessandro Pugno de l'Associazione Familiari Vittime Amianto, Italie. C'est pourquoi nous avons amené une centaine de personnes, représentant les associations de victimes de l'amiante, devant le siège de l'ONU à Genève et présenter à la présidente de la conférence [leur lettre](#) appelant à l'inscription de l'amiante chrysotile.

«De même que la société civile, la vaste majorité des parties de la Convention de Rotterdam est atterrée et appuie la déclaration de l'Australie hier affirmant que le coût de l'inaction sera énorme» a déclaré Elina Doszhanova de l'ONG Social-Eco Fund du Kazakhstan. «Bien que notre pays soit un des exportateurs majeurs d'amiante chrysotile, il n'y a aucune recherche sérieuse et aucune compréhension des coûts présents et futurs de l'inaction, en terme de santé et environnement»

«L'amiante chrysotile est largement utilisé au Kirgizstan, mais nos citoyens ne sont pas informés ; nous demandons à nos gouvernements d'appliquer le principe de précaution, de protéger la santé publique» dit le Dr Vladimir Korotenko, BIOM Kirgizstan.

«Ce petit groupe de pays essaie d'utiliser une excuse, que l'inscription ajouterait un coût supplémentaire. Il leur a été répété que ce n'était pas un critère de la Convention. De plus cet argument est un non sens et omet l'énorme coût économique causé par l'amiante chrysotile, qui est déjà au delà de centaines de milliards de dollars. Pendant que l'industrie empêche des profits, le coût est mis sur les épaules des contribuables. La Banque Mondiale a reconnu ce fait et recommande donc d'arrêter d'utiliser l'amiante chrysotile» a dit Alexandra Caterbow, expert en chimie pour WECF International.

L'année dernière, une cour italienne a condamné deux industriels de l'amiante à 16 ans de prison pour avoir supprimé des informations sur les dangers de l'amiante et engendré ainsi environ 3000 morts, incluant des citoyens vivant près de l'usine d'amiante-ciment. «En n'inscrivant pas l'amiante chrysotile, la Convention permet à l'industrie de continuer à cacher les dangers de l'amiante chrysotile, ce qui engendrera des centaines de milliers de morts tragiques supplémentaires, qui pourraient et devraient être évitées» a dit Barry Castleman, ancien consultant auprès de la Banque «C'est un crime contre l'humanité et le monde entier doit être scandalisé».

Fernanda Giannasi, a dit qu'une poignée de pays marchands d'amiante ont obtenu un petit délai, mais que, ce faisant, ils se sont encore plus isolés de la communauté mondiale et rendu furieuse la majorité des parties de la convention qui insiste pour obtenir le droit à la connaissance dès que possible. La société civile et les organisations de victimes sont déterminés à continuer la lutte pour protéger les populations des dangers mortels de l'amiante chrysotile.

Contact information:

Kathleen Ruff, kruff@bulkley.net

Alexandra Caterbow, alexandra.caterbow@wecf.eu

Laurie Kazan-Allen, lka@btinternet.com

Contact information en Russe:

Vladimir Korotenko, BIOM, Kirgizstan, vladk77@gmail.com

Elina Doszhanova, Social-Ecological Fund, Kazakhstan, edoszhan@gmail.com